

L'économie calédonienne en 2010 : une année bien orientée mais des incertitudes

Comme en 2009, l'économie calédonienne est demeurée bien orientée, profitant de la reprise vigoureuse de la demande dans les pays émergents -se traduisant notamment par un niveau élevé des cours du nickel- et d'une demande intérieure soutenue du fait non seulement des grands travaux en cours mais aussi d'une consommation et d'un investissement des ménages dynamiques.

Certes, la croissance sera sans doute moindre que celle observée au cours de la dernière décennie (+3,4 % par an de 2000 à 2009) mais elle restera supérieure à celle des grandes économies occidentales.

Le secteur du nickel, après une année 2009 en demi-teinte, a bénéficié d'un cours du nickel élevé et du redémarrage de l'usine de Yabulu en Australie. Malgré le retard de mise en production de l'usine du Sud, le secteur aura donc été porteur de croissance, surtout si l'on y ajoute les effets de la construction de l'usine du Nord.

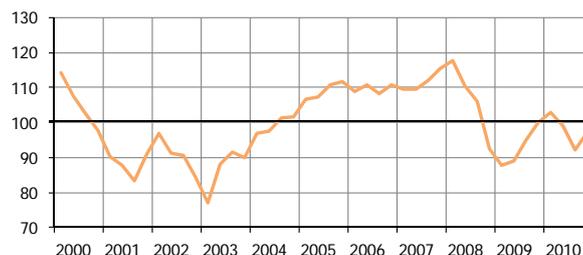
Pour autant, l'année 2010 n'aura pas été exempte d'inquiétudes ou d'incertitudes et certains indicateurs restent sous surveillance car ils sont susceptibles d'affecter la croissance de moyen terme. C'est le cas notamment de l'inflation qui est restée élevée ou encore de la dégradation récente du climat des affaires observée à travers les enquêtes de l'IEOM. Cette détérioration de la confiance des chefs d'entreprises peut paraître paradoxale au regard des différents indicateurs économiques, qui s'affichent au vert pour la plupart. Elle s'explique cependant par une conjonction de facteurs qui troublent leur vision à moyen terme : impact des réformes de la loi de défiscalisation, définition du nouveau Plan d'urbanisme directeur de Nouméa, hausse des charges d'exploitation et notamment du salaire minimum, annonce de difficultés financières pour certaines collectivités locales, approche des grandes échéances institutionnelles ou encore resserrement budgétaire touchant la France. Cette perception relativement négative de l'avenir, même déconnectée de la réalité des chiffres du moment, ne doit pas être négligée car un climat de sérénité et de confiance est seul propice à la croissance économique durable et au développement social.

UNE ANNÉE DE PARADOXES

Un climat des affaires hésitant

Alors que, sur sa lancée de la fin 2009, l'Indicateur du climat des affaires (ICA, hors nickel) avait retrouvé et même dépassé son niveau moyen de longue période au début de l'année 2010, il n'a cessé de se détériorer par la suite, avant de connaître une embellie sur la fin de l'année sans toutefois regagner le terrain perdu. Cette évolution paradoxale de l'ICA au regard des indicateurs économiques favorables s'explique par la conjonction des facteurs d'incertitudes de court-moyen terme évoqués ci-dessus.

Indicateur du climat des affaires (ICA) - hors nickel
(100 = moyenne longue période)



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Des tensions inflationnistes

Alors qu'en 2009 la hausse des prix avait été contenue (+0,2 %, en lien avec la baisse des cours des matières premières), elle a de nouveau accéléré en 2010 pour s'établir à +2,7 % en glissement sur un an à fin décembre. Elle reste cependant inférieure aux niveaux atteints fin 2008. Ce retour de l'inflation s'explique, pour 0,5 point, par la hausse des prix de l'énergie (en corrélation avec la montée des cours mondiaux du pétrole) et, pour 0,5 point également, par le relèvement des prix du tabac en début d'année. Cependant, au-delà de ces hausses conjoncturelles, le territoire a subi une forte pression inflationniste liée à la dépréciation de l'euro qui a conduit à une perte de pouvoir d'achat du franc Pacifique vis-à-vis notamment des monnaies de la zone Pacifique. Sous l'effet de la flambée des cours des matières premières agricoles, certains produits alimentaires de base ont progressé à des rythmes soutenus, comme le riz, les légumes (+10,1 %) et le sucre (+15,6 %). D'autres dépenses « contraintes » telles que l'eau (+12,8 %), le gaz (+4,8 %) et les carburants (+8,7 %) ont également contribué, de manière sensible parfois, à la hausse de l'indice des prix.

Concernant le secteur de l'immobilier, l'indice BT 21, qui avait connu une période de baisse en 2009, est aussi reparti à la hausse sur le second semestre, enregistrant une progression de 3,7 % en fin d'année. Fait notable, la majoration annuelle maximale applicable aux loyers, du fait de son mode de calcul¹, a été nulle de janvier à octobre avant de légèrement remonter en fin d'année.

Évolution de l'indice des prix en glissement annuel

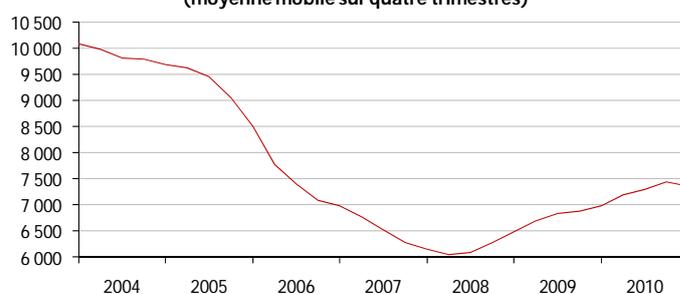


Source : ISEE

Un marché du travail actif

Le nombre de demandeurs d'emploi de fin de mois a terminé l'année 2010 sur une note favorable en s'établissant à 5 716, en baisse de 5 % sur un an. Il s'agit de la première inflexion de la tendance haussière entamée mi-2008. En moyenne sur l'année 2010, le nombre de demandeurs d'emploi reste toutefois en hausse de 5 % par rapport à 2009 avec une augmentation généralisée aux trois Provinces. Pourtant, l'offre d'emploi est demeurée dynamique : enregistrant un recul de 6 % par rapport à 2009, elle reste néanmoins à un niveau historiquement élevé avec près de 11 000 nouvelles offres déposées en 2010. Preuve également du dynamisme du marché du travail, l'emploi salarié, après un léger ralentissement en 2009 et selon les premiers chiffres disponibles auprès de la CAFAT, gagne 3,1 % en 2010 avec près de 2 200 créations nettes.

Demandes d'emplois en fin de mois (moyenne mobile sur quatre trimestres)



Source : Institut pour le Développement des Compétences en Nouvelle-Calédonie

Consommation et investissement bien orientés

Après une année 2009 où la dynamique de hausse de la consommation des ménages s'était essouffée, l'année 2010 marque le retour de la confiance des ménages, avec des indicateurs quasiment tous au vert. C'est le cas des importations de biens alimentaires ou de consommation courante qui progressent de 11 % et 13 % sur un an. Sur la même période, les importations et immatriculations de véhicules de tourisme ont également été bien orientées (+12 % et +2 %).

En dépit des inquiétudes des chefs d'entreprise, les indicateurs objectifs de l'investissement ont également retrouvé le chemin de la croissance. Ainsi, les importations de biens d'équipement, sous l'impulsion des différents projets en cours, ont progressé de 23 % en 2010 après avoir reculé en 2009 (-23 %). Sur la même période, les immatriculations de véhicules utilitaires sont reparties à la hausse (+11 % après -4 % en 2009), tandis que les importations restaient stables. Cependant, il faut analyser ces chiffres avec prudence car l'impact des grands chantiers, et notamment de l'usine du Nord, bien que difficilement mesurable, est nécessairement très important. L'investissement immobilier des ménages a connu une forte reprise.

Un déficit commercial record malgré un cours du nickel élevé

Autre paradoxe de l'économie calédonienne en 2010, le déficit commercial a atteint un record à plus de 176 milliards de F CFP, alors même que les exportations (+45 %) ont été dopées par la hausse des cours du nickel (+48 %). Cette situation s'explique par la hausse des importations (+36 %) due en partie au dynamisme de la consommation des ménages mais, surtout, à l'arrivée des modules chinois pour la construction de l'usine du Nord. Ainsi, les ensembles industriels représentent près de la moitié de la hausse des importations en 2010.

¹ Moyenne lissée sur 12 mois de l'évolution des prix à la consommation et de l'indice BT21

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le nickel, un secteur bien portant

Après une année contrastée, encore impactée par la chute du cours du nickel en 2008, la reprise du secteur de nickel entamée mi-2009 s'est confirmée en 2010. Toujours porté par la demande chinoise, le cours s'est ainsi apprécié de 48 % en moyenne sur un an, à 9,9 \$/lb. Il a même atteint un point haut en avril, à plus de 12 \$/lb, du fait d'un déficit d'offre par rapport à la demande (en lien, notamment, avec la grève affectant le complexe minier de Sudbury au Canada).

En 2010, les stocks de nickel sont revenus à des niveaux plus raisonnables, générant moins d'incertitudes sur les marchés et constituant un facteur de stabilité des prix. Ils sont ainsi passés de plus de 160 000 tonnes en janvier à 116 000 tonnes à la fin du mois de juillet, pour finalement remonter à 134 000 tonnes en décembre.

Les exportations de minerai calédonien ont progressé de 30 % sous l'effet, principalement, de la hausse des livraisons à l'Australie (+59 %). Ce client représente la moitié des exportations de minerai, qui avaient été impactées au 1^{er} semestre 2009 par l'arrêt temporaire de la production de l'usine hydrométallurgique de Yabulu en Australie et par les intempéries en Nouvelle-Calédonie. Les exportations à destination de la Corée du Sud sont restées stables sur un an, tandis que celles vers le Japon ont crû de 32 %.

Le mois d'octobre a été marqué par l'entrée en production de l'usine de Vale Nouvelle-Calédonie. Le 21 avril, elle avait pourtant subi un incident majeur, le corps de l'une des colonnes de l'unité d'extraction primaire (servant à l'éluotion de nickel) se rompant à sa base. Ce contretemps l'a contrainte à ne commercialiser provisoirement qu'un produit semi-fini, appelé NHC (Nickel Hydroxyde Cake). La production de l'usine de Doniambo s'est, pour sa part, établie à 53 718 tonnes de nickel contre 52 132 tonnes sur l'exercice précédent (+3 %), ses exportations de métal progressant de 9 % dans le même intervalle.

Une bonne année pour le BTP, dopé par l'usine du Nord et les grands chantiers

En 2010, la consommation de ciment a fait un bond de 15 % par rapport à 2009. Cette progression s'explique par la consommation de ciment liée à la construction de l'usine du Nord, qui a été multipliée par 6 sur un an et représente 14 % de la consommation totale sur l'année. L'activité du secteur du BTP (hors projets nickel) a été globalement moins dynamique en 2010, avec deux périodes distinctes : les ventes de ciment ont été en retrait au premier semestre puis se sont redressées, pour finir en cumulé sur l'année sur une hausse de 2 % (contre +4 % en 2009). Ce secteur a subi cette année de nombreuses incertitudes liés, notamment, à la réforme de la défiscalisation métropolitaine, au nouveau plan d'urbanisme de Nouméa, aux démobilisations à venir du chantier de l'usine du Nord ou encore à la situation des finances des collectivités locales et donc de la commande publique. La situation s'est toutefois un peu éclaircie en fin d'année, avec le vote de certains amendements favorables sur la loi de défiscalisation ainsi que l'aménagement de la loi Scellier pour le Pacifique.

Un tourisme à deux visages

Dans un contexte de reprise plus rapide que prévue du tourisme au niveau mondial en 2010 (+7 %), la Nouvelle-Calédonie a été à contre-courant de ce mouvement, avec un recul de sa fréquentation touristique pour la deuxième année consécutive (-1 % après -4 % en 2009). En effet, alors que toutes les régions du monde, notamment l'Océanie (+6 %), ont connu une hausse de leur fréquentation, le territoire, avec 98 562 touristes en 2010, reste une nouvelle fois sous la barre des 100 000 touristes, soit son niveau le plus faible depuis 1996. Ce bilan est à attribuer à un premier semestre difficile, accusant un déficit de près de 5 700 touristes (constitué à 93 % de touristes métropolitains). La situation s'est par la suite nettement améliorée, la perte se réduisant à 817 touristes au terme de l'année. Avec 30 603 touristes, le quatrième trimestre est à classer parmi les meilleurs trimestres du point de vue de la fréquentation. Tous les grands marchés émetteurs ont été en retrait sur l'année ; par contre, le marché océanien progresse, avec des hausses sensibles des touristes en provenance de Wallis-et-Futuna, de la Polynésie française et du Vanuatu.

A contrario, le tourisme de croisière, qui avait ralenti en 2009, dépasse, pour la première fois, la barre des 200 000 touristes en 2010 (+55 % sur an).

L'aquaculture toujours en crise et l'élevage en redressement

L'aquaculture de crevettes, avec 746 tonnes exportées, a connu sa plus mauvaise année depuis 1996. En plus des problèmes structurels qui handicapent la filière depuis plusieurs exercices, les éleveurs n'ont pas réussi à ensemercer suffisamment leurs bassins en raison d'un nombre insuffisant de post-larves. En conséquence, l'Agence pour la prévention et l'indemnisation des calamités agricoles ou naturelles a décidé d'allouer une aide de 180 millions de F CFP pour compenser les pertes des éleveurs dues à ce déficit de livraison des écloséries.

Le secteur de la pêche hauturière a poursuivi son redressement. Les exportations de thons ont dépassé les 1 000 tonnes pour la première fois depuis 2005, soit un niveau équivalent à celui précédant le début de la crise. Ces bons résultats sont dus notamment à des conditions météorologiques plus favorables qui ont permis une augmentation du nombre de jours en mer par bateau.

Les abattages de viandes bovines et porcines ont progressé à un rythme soutenu en 2010, respectivement +12 % et +15 %. Il convient de noter ainsi que les abattages de bovins ont retrouvé leur niveau de 2005, se rapprochant des 3 000 tonnes qui étaient produites avant la crise. Dans le même temps, les importations de viande bovine ont reculé (-5 %) pour la première fois depuis 2003, tandis que celles de viande porcine ont augmenté de 55 % (après -1% en 2009).

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Croissance des encours plus vigoureuse, mais attentisme

Au 30 septembre 2010, la progression de la masse monétaire s'accélère, avec une croissance dynamique de M3 (+15 % en un an contre +8,8 % en 2009). Cette évolution concerne particulièrement l'agrégat étroit M1 (+17,2 % contre +9,9 %), sous l'influence des dépôts à vue (+18 % contre +10,2 %) traduisant notamment le comportement prudent des agents économiques depuis plusieurs trimestres. Le système bancaire local, en quête structurelle de ressources clientèle, a profité d'une collecte plus dynamique que son activité de financement (+19,8 % de hausse des dépôts collectés contre +7,3 % pour les crédits). Le secteur bancaire affiche ainsi une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle (qui se redresse de 25 %), comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) dont le solde, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se réduit de 30 %, à -57 milliards de F CFP au 30 septembre 2010 contre -82 milliards un an auparavant.

Le financement par crédit bail n'a plus la cote...

Si l'activité a été globalement plus soutenue en 2010, l'évolution n'a pas été homogène entre les établissements financiers. Ainsi, les établissements hors zone d'émission ont bénéficié du dynamisme de la demande de financements de la part des opérateurs sociaux et des collectivités locales, avec un encours en croissance de 20,8 % sur douze mois. Les établissements de crédit locaux affichent pour leur part une progression de leurs encours moins forte, à +7,3 %. Ils ont tout de même profité de l'accélération de la demande des ménages (+10,4 % sur un an contre +7,2 % en 2009), notamment en termes de crédits immobiliers, tandis que la demande de financement des entreprises a légèrement ralenti (+3,8 % contre +4,3 % en 2009).

Les sociétés financières de la place enregistrent de leur côté un recul sensible de leur activité, avec un encours brut de crédits en repli de 2,8 % sur douze mois. Cette évolution est à rapprocher de la baisse observée -pour toutes les catégories d'agents économiques- de la demande de financement par crédit-bail (-3 % sur douze mois), qui représente l'essentiel de leur activité. De plus, les sociétés financières enregistrent une dégradation de la qualité de leur portefeuille, avec un taux de créances douteuses qui passe de 5,9 % à 6,4 % en un an, alors que ce taux reste stable (à 2,6 % seulement) pour les autres établissements de crédit de la place.

...à l'inverse du financement de l'immobilier

L'investissement immobilier des ménages a connu une forte reprise, les encours des crédits à l'habitat progressant de 10,8 % entre septembre 2009 et septembre 2010, contre une hausse de 8,3 % sur la période précédente. Cette évolution est, pour partie, liée aux conditions favorables en termes de taux d'intérêt : l'enquête semestrielle sur le coût du crédit, réalisée par l'IEOM sur les mois de juillet et août 2010, fait ressortir un recul d'un demi-point, sur un an, du taux moyen pondéré des crédits immobiliers aux particuliers, à 4,76 % contre 5,28 % un an auparavant. La production de crédits nouveaux pour l'habitat des ménages repasse ainsi au-dessus de 50 milliards en 2010, après avoir chuté en 2009 à 42 milliards de F CFP.

PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2011

L'année 2011 n'a pas commencé sous les meilleurs auspices avec notamment le passage de la dépression tropicale de forte intensité Vania, qui a affecté l'économie en général et l'agriculture en particulier. De plus, si, en 2010, les ménages calédoniens ont retrouvé le moral et le chemin de la consommation, les chefs d'entreprises restent encore très prudents, notamment dans leurs intentions d'investir. Le contexte politique connaît également quelques tensions en ce début d'année. Cependant, plusieurs facteurs sont susceptibles de favoriser le retour de la confiance : les taux d'intérêt devraient rester bas, profitant à l'investissement des ménages comme des entreprises ; les pays émergents -et notamment la Chine- enregistrent une croissance marquée de leur économie, ce qui devrait bénéficier au nickel, secteur clé de l'économie calédonienne, avec des cours qui devraient rester à des niveaux élevés d'après les analystes ; l'année 2010 a été fructueuse en termes de recettes fiscales, ce qui va donner quelques marges de manœuvre aux collectivités locales et leur permettre de soutenir la commande publique ; enfin, les derniers amendements apportés à la loi de défiscalisation métropolitaine sont plutôt rassurants pour l'activité immobilière.

De nombreux défis sont aussi au rendez-vous, puisque 2011 constituera une année charnière pour plusieurs grands chantiers (déroulement des Jeux du Pacifique, poursuite de la construction de l'usine du Nord, montée en charge de l'usine du Sud), dont les phases d'investissement touchent à leur fin et dont il faudra identifier les relais. La maîtrise de l'inflation sera aussi un enjeu majeur. Les tensions inflationnistes endogènes et exogènes seront en effet à surveiller : impact de la revalorisation du SMG, variation de la parité euro avec les monnaies des principaux pays fournisseurs de la Nouvelle-Calédonie, évolutions sur les marchés des matières premières agricoles ainsi que sur le cours du baril de brut. De plus, les paradoxes enregistrés en 2010 sont pour la plupart liés à des problématiques que doit résoudre le territoire à moyen terme, comme par exemple la stabilisation des recettes des finances publiques ou encore le déficit de la balance commerciale et la recherche de financements extérieurs qu'il sous tend.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 15 mars 2011 – Dépôt légal : mars 2011 – ISSN 1968-6277